

Transition écologique : où en est le

Dans un paysage environnemental en mutation, les associations employeuses sont confrontées au processus de la transition écologique. Face à cet enjeu, leur niveau d'engagement peut se classer entre associations « sensibilisées » et associations « non mobilisées ». C'est ce que constatent Recherches et solidarité et la Fondation Terre solidaire dans l'enquête d'opinion des responsables associatifs de 2024.

Interrogeant 2 716 dirigeants associatifs, cette enquête est destinée à faire progresser la prise de conscience écologique dans l'ensemble du tissu associatif, et mieux comprendre les besoins d'accompagnement pour avancer.

Une dynamique prometteuse mais inégale

Selon l'enquête, 74 % des associations se disent « sensibilisées » aux enjeux écologiques puisqu'elles intègrent ces thématiques dans leurs activités, au moins ponctuellement. Ce chiffre, bien qu'encourageant, cache une réalité plus complexe : seules 14 % d'entre elles ont structuré leur démarche en élaborant un plan d'action concret ou en modifiant leur projet associatif. Car le manque de connaissances, le besoin d'exemples, les contraintes internes, les difficultés à remettre en question certains modes de fonctionnement influent directement sur leur pouvoir d'agir.

Près de 40 % des associations dites « sensibilisées » n'ont pas encore traduit leur volonté en actions. Les résultats révèlent par ailleurs des disparités sectorielles. Sans surprise, les associations environnementales sont en tête, avec 79 % d'entre elles qualifiées d'« engagées », suivies de la jeunesse et de l'éducation populaire. En revanche, d'autres secteurs, tels que la santé, restent à la traîne. Cette hétérogénéité questionne l'efficacité des mécanismes de sensibilisation existants et souligne le besoin d'un accompagnement adapté à chaque secteur.

Entre ambition et stagnation

L'écart entre les aspirations et leurs mises en œuvre est une réalité complexe. C'est ce que souligne le rapport avec des exemples d'actions concrètes : 87 % des associations concernées ont mis en place des systèmes de gestion des déchets, tandis que 81 % privilégient des achats responsables en circuit court. Ces données montrent que

certaines pratiques, comme les économies d'énergie (84 %), sont bien ancrées. Cependant, d'autres leviers, pourtant identifiés comme prioritaires, peinent à se concrétiser. La sobriété numérique, par exemple, est reconnue pertinente par 87 % des répondants, mais reste peu adoptée en raison d'un manque d'outils et de connaissances. Cet obstacle à la transition s'ajoute aux autres nombreux freins majeurs qui paralysent le secteur associatif, pourtant conscient des enjeux climatiques.

Freins structurels et leviers d'action

C'est d'abord le manque de ressources financières (13 %) et la faible sensibilisation des membres (8 %) qui freinent le passage à l'action et le déploiement d'initiatives ambitieuses. Ce qui traduit sensiblement une vulnérabilité du secteur face aux pressions économiques mais aussi la complexité des défis environnementaux. Les dirigeants expriment des besoins concrets pour dépasser ces obstacles : 36 % demandent un accompagnement stratégique pour formaliser leur démarche, et 31 % souhaitent davantage d'idées et d'outils pratiques. De nombreux répondants soulignent également l'importance de formations spécifiques pour les bénévoles et les salariés, condition essentielle pour un changement durable. Quant aux financeurs publics et privés, ils jouent un rôle central dans cette dynamique : l'intégration de critères écologiques dans les appels à projets constitue un levier puissant, mais

LES ASSOCIATIONS EMPLOYEUSES, ACTRICES CLÉS DE LA TRANSITION ?

Les associations employeuses, qui regroupent 10 % des structures mais emploient 1,9 million de salariés, jouent un rôle clé dans cette transition. Cette capacité d'influence leur confère un rôle clé dans la transition écologique. Leur engagement environnemental est légèrement supérieur à la moyenne (78 % contre 74 %). Souvent encouragées par leurs membres et leurs partenaires, ces structures se distinguent notamment par leur capacité à sensibiliser le grand public à travers des initiatives comme des festivals, des ateliers ou des projets éducatifs. Toutefois, leur potentiel reste sous-exploité : seulement 36 % d'entre elles se considèrent « engagées ».

secteur associatif ?

cette pratique reste encore limitée. Les associations elles-mêmes demandent en parallèle des espaces de partage et des réseaux d'apprentissage mutuel pour s'inspirer des bonnes pratiques. Ces dispositifs pourraient renforcer leur capacité à innover tout en adaptant leurs actions aux réalités locales. En intégrant également la transition écologique comme une priorité transversale, les associations pourraient non seulement réduire leur impact environnemental mais aussi renforcer leur rôle de catalyseurs de changement au sein de la société. Le défi est immense, mais la volonté est là. Reste à construire les outils adaptés pour transformer cette ambition en action.

Mathilde Thénoz, La Navette



En savoir plus

- Enquête d'opinion des responsables associatifs 2024, s.421.fr|RS-enquete-opinions2024



Philippe Mayol, directeur général de la Fondation Terre solidaire

« La transition écologique est un enjeu transversal qui concerne tous les secteurs d'activité »

Comment cette enquête a-t-elle émergé et quels en sont les contours ?

Cette enquête est née d'un double constat partagé entre Recherches & solidarités et la Fondation Terre solidaire. Celui que les enjeux écologiques touchent à tous les aspects de notre vie : ce que nous mangeons, la façon dont nous nous habillons, nos déplacements, la façon dont nous nous logeons ou nous nous chauffons, etc. La transition écologique est un enjeu transversal qui concerne tous les secteurs d'activité. Le second constat porte sur la faible connaissance disponible pour comprendre où en sont les associations françaises face ces enjeux. Ont-elles pris la mesure de l'urgence à agir ? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ?

Quelles sont les conclusions en matière de pratiques associatives ?

Les résultats de cette première enquête sont à la fois rassurants (74 % des associations prennent en compte ces enjeux) et étonnants. Par exemple, les secteurs du sport et de la santé sont les moins engagés (25 % et 21 % respectivement) alors qu'ils sont fortement impactés par les conséquences de la multiplication des épisodes climatiques. Une autre découverte est de constater que les associations en zones de revitalisation rurale et dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville affichent une plus grande sensibilité aux enjeux écologiques et semblent plus avancées dans leurs pratiques en faveur de la transition écologique que celles en milieu urbain.

Mesurer le niveau d'engagement des dirigeants associatifs permet-il d'apprécier leur prise de conscience sur les enjeux de transition écologique dans leur organisation ?

L'intention de cette enquête n'est pas de juger tel ou tel secteur pour son manque d'engagement. Notre objectif est d'abord de susciter des questionnements pour que d'autres (chercheurs, pouvoirs publics, journalistes, etc.) en approfondissent les contours. Notre souhait est aussi de faire progresser la prise de conscience écologique dans l'ensemble des associations et de mieux comprendre leurs besoins d'accompagnement pour avancer. Tous les résultats présentés dans ce document sont à lire sous ce prisme.